



# Conseil économique et social

Distr. générale  
2 octobre 2025  
Français  
Original : anglais

---

## Session de 2024

27 juillet 2023-24 juillet 2024

### Compte rendu analytique de la 32<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 15 juillet 2024, à 15 heures

*Présidence* : M. Šimonović (Vice-Président). . . . . (Croatie)

## Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau sur le thème : « Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes » (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social (*suite*)

*Débat général (suite)*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



*En l'absence de M<sup>me</sup> Narváez Ojeda (Chili), M. Šimonović (Croatie), Vice-Président, prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 15.*

**Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau sur le thème : « Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes » (suite) (E/2024/52)**

**a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social (suite) (A/79/79-E/2024/54)**

*Débat général (suite)*

1. **M. Uherbelau** (République des Palaos), Ministre de la santé et des services sociaux, dit que certains défis dépassent les capacités des pays individuels et nécessitent une action collective de la communauté internationale. Par exemple, lorsque les Palaos ont mis en place une initiative visant à stimuler la production alimentaire locale afin de réduire leur dépendance à l'égard des denrées alimentaires importées, leurs efforts ont été sévèrement compromis par les changements climatiques qui ont endommagé les cultures et perturbé la pêche en raison de l'élévation du niveau de la mer, et par la modification des conditions météorologiques et l'augmentation de la température. Le Gouvernement palaosien a réagi en déplaçant des exploitations agricoles, en essayant des cultures résistantes à la sécheresse, en encourageant la pêche durable et en construisant des infrastructures de soutien. Néanmoins, les progrès ont été entravés par les coûts élevés de l'énergie, auxquels il est remédié au moyen d'un projet d'énergie solaire à grande échelle rendu possible par des partenariats. Eu égard à la nature non linéaire des progrès et à l'impératif de constamment s'adapter à l'évolution des besoins, les partenariats sont indispensables aux petites nations insulaires telles que les Palaos pour atteindre les objectifs de développement durable. Les objectifs étant mondiaux, la communauté internationale doit veiller à ce que tous les partenaires, y compris la République de Chine (Taïwan), soient inclus dans les forums multilatéraux concernés tels que l'Organisation mondiale de la santé.

2. **M. Doens** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), Directeur général pour les partenariats internationaux, fait observer que les progrès en matière de développement durable ont été freinés par un contexte international caractérisé par de profondes incertitudes et des tensions géopolitiques. La triple crise

planétaire, à savoir les changements climatiques, la pollution et l'appauvrissement de la biodiversité, a été aggravée par la déstabilisation du paysage mondial, et ses effets sont ressentis par tous, en particulier par les plus pauvres et les plus vulnérables.

3. Sans paix, les objectifs de développement durable ne pourront être atteints. La pleine mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est une responsabilité partagée qui exige une impulsion vigoureuse et une approche mobilisant l'ensemble de la société. L'Union européenne et ses États membres attachent une grande importance aux questions transversales, en particulier l'égalité des genres et une approche fondée sur les droits humains, ainsi qu'aux examens nationaux volontaires. Ils continuent d'aider les pays partenaires à réaliser les objectifs de développement durable et restent le principal fournisseur d'aide publique au développement. Néanmoins, cette aide ne suffira pas à atteindre le niveau d'investissement nécessaire à l'échelle mondiale pour atteindre les objectifs. C'est pourquoi l'Union européenne propose également des partenariats innovants et mutuellement bénéfiques dans le cadre de son initiative « Global Gateway », dont l'objectif est de soutenir l'autonomie stratégique et d'accélérer la transition numérique et la transition verte en tirant parti des investissements publics et privés pour des projets de transformation consacrés directement à la réalisation des objectifs.

4. **M. Macêdo** (Brésil), Ministre du Secrétariat général de la présidence, déclare que, malheureusement, seul un cinquième des objectifs de développement durable est en voie d'être atteint. Rien n'est plus absurde et inacceptable que la persistance de la faim et de la pauvreté au XXI<sup>e</sup> siècle, alors que le monde dispose de tant de ressources scientifiques et technologiques. Après six années de revers, le Brésil fait à nouveau sa part pour faire avancer la mise en œuvre du Programme 2030, en lançant de nouveaux programmes et en rétablissant ceux qui existaient auparavant dans les domaines de la protection sociale, des infrastructures et de la protection de l'environnement notamment. Le pays élève de nouveau sa voix contre le racisme, comme dans sa proposition d'un dix-huitième objectif de développement durable axé sur la réalisation de l'égalité raciale. Cependant, les objectifs de développement durable ne peuvent être atteints sans moyens adéquats pour leur mise en œuvre ; des initiatives plus ambitieuses sont nécessaires. La communauté internationale doit amplifier la voix des pays en développement dans les structures décisionnelles internationales, et aussi veiller à soumettre les individus les plus riches à l'impôt. Il y a

aussi lieu de mettre en place une alliance mondiale efficace contre la faim et la pauvreté.

5. **M. Murillo Urrutia** (Colombie), Ministre des affaires étrangères, déclare que son pays s'est approprié les objectifs de développement durable, qui figurent comme objectifs transversaux dans son plan de développement national. Le Gouvernement colombien encourage également un nouveau modèle de développement qui s'éloigne de l'extractivisme, et promeut l'allocation de ressources publiques et privées à la gestion de l'environnement, l'utilisation durable des ressources naturelles, l'éducation, l'énergie propre et la connectivité. La communauté internationale ne peut se contenter d'établir des rapports purement descriptifs. Elle doit passer à l'action. Dans son quatrième rapport national volontaire, la Colombie a relevé certains changements structurels nécessaires à la réalisation des objectifs que d'autres pays pourraient juger utiles pour leur propre action, et a formulé des recommandations en ce sens. Le développement et la paix sont inextricablement liés ; l'un ne va pas sans l'autre. La communauté internationale doit instaurer la paix non seulement entre les nations, mais aussi entre l'humanité et l'environnement.

6. **M. Al Saqri** (Oman), Ministre de l'économie, soulève le risque que les conflits géopolitiques et les crises économiques fassent reculer d'une décennie la réalisation des objectifs de développement durable. La guerre menée contre Gaza cause d'immenses souffrances au peuple palestinien et a des répercussions sur l'ensemble de la région. Il faut y mettre fin, instaurer une paix durable dans toutes les zones de conflit et apporter un soutien aux personnes touchées. Le développement durable est conditionnel à l'instauration d'une paix durable. Oman joue un rôle clé dans la promotion de la paix et de la stabilité aux niveaux régional et international en facilitant le dialogue entre les parties en conflit. Au niveau national, Oman s'efforce d'améliorer la qualité de vie par des investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures et la mise en œuvre de programmes de protection sociale.

7. **M. Soares** (Cabo Verde), Ministre des affaires étrangères, déclare que son pays a accompli des progrès remarquables dans la réalisation des objectifs de développement durable, notamment les objectifs 1, 2, 3, 16 et 17. L'objectif du Gouvernement caboverdien est d'éliminer la pauvreté extrême d'ici 2026, de promouvoir le travail équitable pour les femmes et d'introduire les énergies renouvelables dans les communautés isolées. Il a créé des zones protégées et il met en œuvre un plan d'adaptation au climat. Les participants à la quatrième Conférence internationale

sur les petits États insulaires en développement ont adopté un plan d'action ambitieux que la communauté internationale doit mettre en œuvre le plus tôt possible. L'orateur attend avec intérêt l'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, dont l'application bénéficiera tous les pays.

8. **M. Habet** (Belize), Ministre du développement durable et des changements climatiques, déclare que son pays a réalisé des progrès significatifs au titre de la réduction de la pauvreté, de la réduction du chômage, de la résilience climatique et de l'accès à des services de santé et d'éducation de haute qualité, notamment, comme en fait foi son deuxième rapport national volontaire. Le Gouvernement bélizien continue à faire des investissements stratégiques dans des domaines clés, notamment la protection sociale, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes et la formation des jeunes pour qu'ils deviennent les leaders de demain. Le processus d'établissement de rapports a également mis en lumière différents défis qui nécessitent une action et un soutien coordonnés. Le Belize doit renforcer sa résilience économique, notamment en diversifiant son économie et en améliorant les compétences de sa main-d'œuvre. Il doit également renforcer sa résilience climatique, car les effets des phénomènes météorologiques extrêmes pourraient effacer des années de progrès. Un soutien technique et financier substantiel est donc nécessaire pour que le Belize puisse réaliser des investissements à cette fin. Il faut également resserrer les liens de coopération pour permettre au pays de développer des systèmes solides de collecte, de partage et de gestion des données permettant de suivre et de consigner les progrès accomplis au regard des objectifs de développement durable.

9. **M. Alibrahim** (Arabie saoudite), Ministre de l'économie et de la planification, affirme qu'il faut mobiliser des capitaux pour permettre à chaque pays de relever l'ensemble unique de défis complexes auxquels il est confronté. Les budgets sont toutefois limités, de sorte que la communauté internationale doit mettre au point un mécanisme de hiérarchisation qui puisse aider les pays à se concentrer sur les politiques les plus efficaces et les solutions les plus intelligentes et susceptibles d'avoir le plus fort impact sur le plus grand nombre de personnes dans les délais les plus brefs. L'Arabie saoudite comprend que le progrès durable est fonction de la création et de l'exploitation d'occasions d'améliorer la qualité de vie. Le pays met en œuvre une approche globale et anthropocentrique de l'économie pour libérer son potentiel, en localisant les actions durables, en investissant dans le capital humain et en améliorant les capacités institutionnelles et les infrastructures. L'Arabie saoudite est également en voie

de devenir un leader de l'action environnementale, de par son investissement de plus de 180 milliards de dollars en faveur de l'économie verte et de la consolidation de sa position de chef de file dans le secteur des énergies renouvelables.

10. **M. Nyembo Mbwiza** (République démocratique du Congo), Vice-Premier Ministre, dit que, malgré les efforts consentis par son gouvernement, notamment l'adoption récente d'un programme quinquennal, seuls les objectifs de développement durable 12 et 13 pourront être réalisés d'ici 2030. Les programmes visant à fournir une éducation gratuite, à promouvoir l'accès à des soins de santé de qualité, à réduire les disparités socioéconomiques et à favoriser l'autonomisation des femmes ont été fragilisés par la situation sécuritaire du pays et l'exposition de son économie aux variations des marchés mondiaux. Depuis 2022, la République Démocratique du Congo fait l'objet d'une guerre d'agression perpétrée par le Rwanda, qui est venue amplifier l'indice de pauvreté et l'insécurité alimentaire, sans pour autant sembler émouvoir la communauté internationale. Celle-ci devrait réaffirmer son attachement à la coexistence pacifique entre les nations et au développement économique et social, en créant des conditions plus favorables à la réalisation du Programme 2030 et en envisageant les voies d'une meilleure coopération entre les États.

11. **M<sup>me</sup> Barlay** (Sierra Leone), Ministre de la planification et du développement économique, déclare que son pays œuvre en faveur des objectifs de développement durable dans le cadre de ses stratégies nationales de développement. Néanmoins, comme dans de nombreux autres pays, un certain nombre d'objectifs risquent de ne pas être atteints si une action collective n'est pas entreprise d'urgence. L'insécurité alimentaire et les niveaux de pauvreté augmentent en situation de crises mondiales multiples, exacerbées par la menace existentielle des changements climatiques. Les déficits de financement, tant au niveau national que mondial, ont compromis la réalisation des objectifs de développement durable. L'oratrice exhorte le système des Nations Unies et la communauté internationale à apporter de toute urgence une réponse socioéconomique à ces défis, y compris par des traitements de la dette pour les pays les moins avancés.

12. **M. Thor** (Cambodge), Ministre des ressources en eau, affirme que son pays a considérablement réduit la pauvreté au cours des deux dernières décennies, mais que l'inversion de certains progrès dans le contexte des récents défis mondiaux indique la nécessité de trouver des solutions durables, résilientes et innovantes. Le Cambodge est déterminé à renforcer son soutien aux populations vulnérables. Pour parvenir à la sécurité

alimentaire, les pouvoirs publics encouragent les pratiques durables, diversifient les cultures et investissent dans les infrastructures et les technologies pour soutenir les agriculteurs. Le Cambodge, pays vulnérable aux effets des changements climatiques, est déterminé à passer aux énergies renouvelables, à renforcer la résistance au climat et à promouvoir une gestion durable des terres et de l'eau. Des réformes ont également été entreprises pour renforcer l'état de droit, la transparence et les droits humains. Le Cambodge invite instamment la communauté internationale à renforcer la coopération internationale visant à combler les lacunes sur les plans financier et technique et en matière de renforcement des capacités, car cette coopération est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable.

13. **M<sup>me</sup> Moya** (Équateur), Secrétaire nationale à la planification, dit que le Gouvernement équatorien favorise l'investissement public comme stratégie d'élimination de la pauvreté et de la faim. Afin de relever ces deux défis interdépendants, l'Équateur a renforcé les programmes d'inclusion socio-économique, y compris les transferts d'argent pour les pauvres, les personnes handicapées et les mères vulnérables. Grâce à ces efforts, il a réduit le taux d'extrême pauvreté de revenu de 10,3 % en 2021 à 8,8 % en 2023. L'élimination de la pauvreté et de la faim nécessite également un processus durable et structuré attaché à la promotion des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. L'Équateur fait participer des responsables de plus de 10 ministères à la mise à jour de sa contribution déterminée au niveau national. De même au niveau national, les gouvernements locaux mettent en œuvre des politiques de gestion des risques de catastrophe. La gouvernance à plusieurs niveaux et l'engagement civique sont également essentiels à la concrétisation des objectifs de développement durable. À cet égard, l'Équateur offre une formation aux autorités locales sur l'intégration des objectifs dans la planification et engage les administrations locales, le monde universitaire et les organisations de la société civile dans des processus participatifs visant à améliorer le suivi des objectifs.

14. **M. Madera Sued** (République dominicaine), Vice-Ministre de l'économie, indique que dans des pays comme le sien, les chocs climatiques constituent à la fois la plus grande menace pour la sécurité alimentaire et le plus grand obstacle à l'élimination de l'extrême pauvreté. La communauté internationale doit travailler de concert pour trouver une solution aux menaces climatiques, qui sont causées principalement par les actes de certains pays, tandis que d'autres pays en subissent de plein fouet les conséquences. Il est injuste

que la République dominicaine, qui contribue peu aux émissions de gaz à effet de serre, doit consacrer des fonds à des mesures d'adaptation aux changements climatiques au détriment des soins de santé ou d'éducation. La communauté internationale doit réformer l'architecture financière internationale de manière à diriger les ressources des pays qui ont atteint un niveau élevé de développement aux dépens de la planète vers les pays qui souffrent des effets des actions de ces pays développés. Pour passer de la parole aux actes sur les questions climatiques, la communauté internationale doit commencer par demander aux pays qui ont causé le plus de tort à la planète d'augmenter les financements qu'ils accordent aux pays qui ont le plus souffert de leurs modèles de développement.

15. **M<sup>me</sup> Rasata** (Madagascar), Ministre des affaires étrangères, indique que les progrès de son pays vers la réalisation des objectifs de développement durable dans des domaines tels que les soins de santé, l'éducation et le développement économique durable accusent un recul en raison des effets combinés de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de la récession économique et des phénomènes météorologiques extrêmes. Le Madagascar croit que les changements climatiques, le développement durable, la gouvernance et la migration seront des priorités lors du Sommet de l'avenir, qu'il considère comme une occasion importante d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Le pays est également résolu à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour restaurer la confiance dans le système multilatéral, renforcer la coopération internationale et améliorer le système financier international. Il est déterminé à transformer les engagements en actions tangibles, notamment dans des domaines tels que le développement du capital humain et l'accès à un travail décent. Dans le cadre de son développement, Madagascar donne la priorité à l'investissement dans les énergies renouvelables, la promotion de l'agriculture durable et la protection de la biodiversité. Le Gouvernement malgache a également lancé une campagne visant à assurer la participation des jeunes à la prise de décision et la prise en compte de leurs points de vue dans les politiques de développement du pays.

16. **M. Nabe** (Guinée), Ministre du plan et de la coopération internationale, dit que le processus d'élaboration du rapport national volontaire a permis à son pays de noter les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable, notamment la baisse des taux de pauvreté et de famine, l'adoption de stratégies nationales d'atténuation des risques climatiques, le renforcement des institutions démocratiques et le passage du pays d'un statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire de

la tranche inférieure. Néanmoins, la Guinée continue de faire face à des vulnérabilités et des défis structurels. Elle réaffirme son engagement à l'action collective que mène la communauté internationale pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. En particulier, la Guinée salue la proposition de créer un institut international pour le développement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et exhorte la communauté internationale à apporter un soutien concret à cette initiative.

17. **M. Reina García** (Honduras), Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, déclare qu'une série de chocs extérieurs, notamment le conflit en Ukraine, la crise en Israël et en Palestine, la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques, ont causé un tort énorme à toutes les nations, et son pays ne fait pas exception. Le Honduras a également souffert des effets d'une crise politique interne résultant d'un coup d'État en 2009. Lorsque l'administration actuelle a pris ses fonctions, les taux de pauvreté étaient élevés et le poids de la dette entravait la capacité du pays à réaliser les investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable. Néanmoins, en moins de trois ans, le Gouvernement hondurien a obtenu des résultats concrets à de nombreux égards ; les revenus de plus de 250 000 ménages ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, les taux de mortalité maternelle et infantile ont diminué, l'alphabétisation complète a été réalisée dans 100 municipalités et plus de 300 000 emplois ont été créés. En outre, 93 % des institutions publiques ont lié leurs plans de travail annuels aux objectifs de développement durable afin d'assurer la cohérence entre les processus nationaux de planification du développement et les aspirations de la communauté internationale.

18. **M. Artjoki** (Finlande), Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, note que la réalisation des objectifs de développement durable est encore possible, mais qu'elle nécessitera une coopération mondiale et un engagement ferme en faveur d'un système multilatéral fondé sur des règles, avec l'ONU en son centre. La Finlande encourage le développement durable dans le cadre d'une approche mobilisant l'ensemble de la société et insiste particulièrement sur la participation des jeunes à la prise de décision. Le développement durable dépend du bon fonctionnement de la démocratie et du respect de l'état de droit et des droits humains. Les efforts déployés pour promouvoir l'égalité des sexes et l'accès égal et inclusif à l'éducation ont joué un rôle clé dans la transition de la Finlande de la pauvreté à la prospérité. Les programmes de repas scolaires sont un moyen efficace d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer l'accès à l'éducation, de réduire la pauvreté

et de promouvoir l'égalité des genres. Il faut engager le secteur privé et utiliser les fonds qu'il apporte pour maximiser les résultats en matière de développement. La paix étant une pierre angulaire du développement durable, la Finlande condamne fermement l'invasion illégale de l'Ukraine par la Fédération de Russie et demande un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza.

19. **M. Epalanga** (Angola), Secrétaire d'État à la planification, déclare que son pays est fermement attaché à la mise en œuvre du Programme 2030, les trois quarts environ des priorités de son plan de développement national influant directement sur la réalisation des objectifs de développement durable. Le Gouvernement angolais a accompli des progrès, notamment le transfert direct d'argent liquide à plus d'un million de familles vivant dans l'extrême pauvreté, l'investissement dans les infrastructures agricoles et la formation des agriculteurs à des pratiques agricoles durables. De même, des mesures sont prises pour atténuer les effets des changements climatiques et promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. L'Angola est engagé en faveur du renforcement de l'état de droit et de la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance, comme en témoigne l'approbation récente d'une nouvelle stratégie de prévention de la corruption. Le pays présentera son deuxième rapport national volontaire à l'édition 2025 du forum politique de haut niveau organisé sous les auspices du Conseil économique et social.

20. **M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique), Représentante permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies et membre du cabinet du Président des États-Unis, déclare que son pays se félicite du forum politique de haut niveau, qui offre aux pays l'occasion de partager leur expérience, notamment en matière de promotion d'une croissance économique durable qui améliore la vie de tous les membres de la société, en particulier des femmes et des filles ; la mise en place de systèmes alimentaires plus résilients et plus durables ; la prise d'urgence de mesures pour lutter contre les changements climatiques et la promotion du respect des droits humains. Les États-Unis ont engagé des dizaines de milliards de dollars au soutien des initiatives en faveur de la sécurité alimentaire, de la justice climatique, de la gouvernance démocratique et de la résilience économique. Le pays continuera à réfléchir aux meilleurs moyens de progresser, notamment par une réforme des banques multilatérales de développement. Les défis auxquels la communauté internationale est confrontée sont inextricablement liés les uns aux autres et nécessitent donc des solutions intersectorielles. Les États-Unis continueront à tirer parti de leur pouvoir de rassemblement et de leur rôle

dans les institutions multilatérales pour réunir différents partenaires afin de favoriser un développement international inclusif.

21. **M<sup>me</sup> Alkhulaif** (Bahreïn), Ministre du développement durable, indique que son pays, dans le cadre de son plan d'action national visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, a lancé une stratégie énergétique nationale qui pave une voie claire, crédible et responsable pour décarboniser l'économie tout en garantissant que l'accès à l'énergie nécessaire pour accélérer la croissance restera fiable et abordable. Sur le plan économique, la Banque centrale de Bahreïn a adopté des lignes directrices sur la communication de l'information sur les questions d'environnement, de société et de gouvernance en vue d'améliorer la transparence et de promouvoir le financement durable. S'agissant des questions sociales, Bahreïn a continué d'améliorer ses programmes de protection sociale et a lancé des initiatives visant à préserver son patrimoine culturel. Le pays continue de mettre l'accent sur l'être humain et l'éducation aux niveaux national et mondial, notamment en soutenant le Prix Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)-Roi Hamad Bin Isa Al-Khalifa pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation. Les jeunes ont un rôle central à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable, et Bahreïn a mis en œuvre plusieurs programmes nationaux visant à doter ses jeunes des compétences dont ils ont besoin pour contribuer activement au développement durable.

22. **M. Elzidani** (Libye), Ministre de la planification, déclare que son pays a accompli des progrès notables pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, l'élimination de la faim et l'adaptation aux changements climatiques. La Libye a également pris des mesures pour renforcer les institutions nationales et accroître la transparence. Consciente que les partenariats sont essentiels à la poursuite du développement, elle a conclu un certain nombre d'accords avec des partenaires internationaux et locaux dans divers domaines et a adopté le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2025. Le Gouvernement libyen a de plus porté son attention sur les priorités régionales telles que la transition numérique, les infrastructures et l'appui aux jeunes. Il défend la justice sociale pour tous, sans discrimination fondée sur le genre ou la race. Le Gouvernement a mené le pays à la réconciliation nationale et stabilisé la situation sur le plan de la sécurité, contribuant ainsi à la réouverture de nombreuses ambassades étrangères. Pour que la Libye puisse s'acquitter de ses obligations, la coopération

internationale et régionale doit être renforcée. Il importe de tenir des élections parlementaires et présidentielles afin d'offrir une solution de rechange aux gouvernements de transition, qui ne répondent pas aux aspirations du peuple libyen.

23. **M<sup>me</sup> Sandkjær** (Norvège), Secrétaire d'État, affirme que le fonctionnement du système multilatéral repose sur la confiance, et que le nombre croissant de résolutions qui n'ont pas réuni de consensus, même sur des questions de développement apparemment non controversées, est une indication inquiétante de la détérioration de cette confiance. La communauté internationale doit jeter des ponts par-delà les clivages, réduire les tensions inutiles et promouvoir la coopération. Pour éviter que la confiance ne s'érode davantage, elle doit s'assurer que les résultats de ses délibérations ne profitent pas de manière disproportionnée à un petit nombre de nations, mais qu'ils procurent au contraire des avantages à tous. Le Sommet de l'avenir sera l'occasion de redynamiser, redéfinir et renforcer la coopération multilatérale, tandis que la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, l'occasion pour la communauté internationale de traduire ses engagements en actions concrètes et d'adopter un cadre de financement qui réponde aux défis les plus pressants auxquels le monde est confronté.

24. **M. Bery** (Inde), Vice-Président de l'Institution nationale pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog), dit que son pays a largement contribué aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable 1, 2, 13, 16 et 17. Selon son indice de pauvreté multidimensionnelle, l'Inde est en bonne voie pour que la cible 1.2 soit atteinte bien avant l'échéance de 2030 ; quelque 135 millions de personnes dans le pays sont sorties de la pauvreté multidimensionnelle entre 2015 et 2021 grâce à l'intégration des filets de protection sociale, au développement des infrastructures et aux programmes d'inclusion financière. Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne la couverture sanitaire. Cinq cents millions de personnes ont bénéficié de programmes d'assurance maladie, et les dépenses de santé à la charge des patients ont diminué, passant de 63 % en 2014 à 39 % en 2024. En matière d'action climatique, l'Inde a beaucoup investi dans les énergies renouvelables et la décarbonisation de l'économie, même si les émissions par habitant du pays sont parmi les plus faibles au monde. Selon elle, l'objectif de développement durable 17 est l'un des plus importants : elle attache une grande importance au resserrement des partenariats visant à faciliter l'accès des pays du Sud à un financement suffisant, à la technologie et au renforcement des capacités.

25. **M<sup>me</sup> Orelope-Adefulire** (Nigéria), Assistante spéciale principale du Président de la République pour les objectifs de développement durable, déclare que les principales raisons pour lesquelles la plupart des pays en développement accusent un retard important dans la réalisation des objectifs de développement durable résident dans le poids insoutenable de la dette extérieure et le manque de financement. La communauté internationale doit exprimer sa détermination collective à relever le défi du financement durable des objectifs de développement durable. Il est urgent de réformer l'architecture financière internationale afin de promouvoir un système commercial multilatéral réglementé, non discriminatoire, ouvert, juste, inclusif, responsable et transparent. La réforme devrait également prévoir des conversions de dettes et d'autres mécanismes innovants. En outre, les États doivent s'acquitter de l'ensemble des engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, y compris ceux qui concernent l'octroi de financements. Il faut aussi renforcer la collaboration internationale visant à mettre un frein aux pertes financières dans les pays en développement, notamment en consolidant les mesures destinées à promouvoir le rapatriement en temps voulu des ressources financières et des actifs.

26. **M. Omarbekov** (Kazakhstan), Vice-Ministre de l'économie nationale, note que les objectifs de développement durable sont devenus une partie intégrante de la politique nationale de son pays et servent de point de départ à l'élaboration de nouvelles réformes. Le Gouvernement kazakh s'efforce d'intégrer les cibles et les indicateurs des objectifs de développement durable dans les stratégies et programmes de développement nationaux afin de soutenir les réformes prioritaires en cours, et des organismes nationaux ont été mis en place pour accélérer la réalisation des objectifs et renforcer le suivi correspondant. Étant donné que la mise en œuvre du Programme 2030 nécessite des efforts conjoints et une coopération régionale, le Kazakhstan cherche à établir un centre des Nations Unies pour le développement durable pour l'Asie centrale et l'Afghanistan, et a déjà organisé deux sommets régionaux sur les objectifs à l'appui de l'initiative. Selon l'indice des objectifs de développement durable, le Kazakhstan a atteint les résultats voulus au titre de l'élimination de la pauvreté et est en voie d'atteindre les objectifs liés à la santé, à l'eau potable, à l'assainissement, au travail décent, à la croissance économique, à l'industrialisation et à la lutte contre les changements climatiques.

27. **M<sup>me</sup> Lind** (Estonie), Vice-Ministre au Ministère des affaires étrangères, déclare que les objectifs de

développement durable, y compris l'élimination de la faim et de la pauvreté, ne peuvent être atteints sans la paix. Cependant, la nourriture est devenue une arme et un outil de propagande dans les mains de certains. L'augmentation de l'insécurité alimentaire mondiale a été directement causée par la guerre d'agression lancée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, plutôt que par les politiques ultérieures de l'Union européenne.

28. L'Estonie est déterminée à mener des politiques climatiques ambitieuses. Elle vise à produire 100 % d'électricité renouvelable d'ici à 2030, à réduire de 71 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2035 et à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Néanmoins, l'atténuation des changements climatiques constitue une entreprise mondiale, et le financement de la lutte contre les changements climatiques appelle une action collective et l'établissement de partenariats entre les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé. L'Estonie contribue au financement de l'action climatique à hauteur d'environ 1,5 million d'euros par an, par l'intermédiaire du Fonds vert pour le climat et du fonds pour les pertes et les préjudices.

29. En préparation du Sommet de l'avenir, la communauté internationale doit remédier aux lacunes structurelles de l'ordre multilatéral actuel et améliorer sa capacité à relever les défis du présent. Un membre permanent du Conseil de sécurité attaque son voisin et exploite son droit de veto pour se soustraire à ses responsabilités. La communauté internationale doit faire avancer les réformes qui visent à rendre le Conseil plus représentatif et plus responsable.

30. **M. Keita** (Gambie), Ministre des finances et des affaires économiques, dit que le fardeau insoutenable de la dette, l'augmentation du coût de la vie et le manque d'accès à des financements abordables constituent des défis majeurs pour de nombreux pays en développement. La communauté internationale doit relever ces défis en réformant l'architecture du système financier international, en la rendant plus sensible aux besoins des pays les moins avancés et en offrant un meilleur accès au financement mondial aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. Le taux de pauvreté a augmenté en Gambie, en grande partie en raison de la pandémie de COVID-19. Une grande partie de la population du pays est aux prises avec l'insécurité alimentaire dans le contexte de la crise alimentaire mondiale. Des stratégies globales de production alimentaire sont nécessaires pour permettre au pays d'améliorer la sécurité alimentaire, y compris des efforts pour accroître la capacité de stockage, diversifier les cultures, investir dans des infrastructures résistantes et stimuler la productivité agricole. Le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

de développement durable a été entravé par une couverture insuffisante des données, soit le tiers seulement de tous les indicateurs. La Gambie fait également face à des obstacles considérables pour atteindre les objectifs 1, 2 et 17 en raison des effets des changements climatiques.

31. **M. Al-Yahya** (Koweït), Ministre des affaires étrangères, déclare que les enjeux transfrontaliers auxquels la communauté internationale est confrontée nécessitent une meilleure concertation des efforts régionaux et internationaux. Les Nations Unies devraient accorder une attention particulière au fait que nombre des personnes qui continuent à vivre dans la pauvreté et à souffrir de la faim et de la malnutrition résident dans les pays les moins avancés. Les pays développés doivent partager leur expertise avec les pays en développement afin de renforcer leur capacité à relever ces défis. Pour soutenir les pays les moins avancés dans les efforts qu'ils déploient pour parvenir à un développement durable, le Koweït a créé le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, au moyen duquel il a financé des projets de développement dans plus de 100 États. Le Sommet de l'avenir sera l'occasion pour la communauté internationale de renouveler son engagement en faveur d'une action commune par l'adoption d'un document final reflétant les aspirations des États Membres et les préoccupations des pays en développement.

32. **M<sup>me</sup> Hackman** (Ghana) affirme qu'il est urgent de resserrer la coopération internationale, de renforcer les mécanismes de financement et d'assurer le transfert technologique efficace. Les pays développés et les institutions financières internationales doivent s'acquitter de leurs engagements en ce qui concerne le financement de l'action climatique. La communauté internationale doit veiller à ce que le système multilatéral soit inclusif de manière à aligner les actions sur les principes de justice et de développement durable. Le Ghana s'est engagé à renforcer la résilience de son économie pour répondre aux difficultés économiques mondiales. Un élément clé de sa stratégie est l'élargissement de sa boîte à outils de financement afin d'inclure des approches financières innovantes susceptibles de soutenir le développement durable. Le pays a adopté une approche participative du financement du développement, dans le cadre de laquelle la première étape consiste à collaborer avec les administrations locales pour mettre en évidence, consolider et optimiser les flux de revenus possibles. Le Ghana crée également une taxonomie verte et un cadre pour la conservation afin d'établir une approche structurée et normalisée de la mobilisation des ressources et de promouvoir ainsi des activités

économiques durables et respectueuses de l'environnement.

33. **M. Reubi** (Suisse), Secrétaire d'État et délégué du Conseil fédéral à l'Agenda 2030, déclare qu'une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2030 nécessitera une approche transformatrice, holistique et inclusive qui englobe à la fois les dimensions environnementales, sociales et économiques, une architecture financière internationale efficiente et transparente, la paix, la justice et des institutions fortes fondées sur les droits humains et l'état de droit et des données fiables et comparables qui pourraient être utilisées pour élaborer des politiques efficaces en faveur des objectifs de développement durable. S'agissant de l'architecture financière internationale, la communauté internationale doit renforcer l'efficacité de l'utilisation des fonds et des instruments existants et éviter la fragmentation du financement du développement durable, tout en capitalisant sur le potentiel du secteur privé, en développant des solutions innovantes et en améliorant les conditions-cadres pour une économie durable. La Suisse soutient la réforme des banques multilatérales de développement.

34. **M. Moyo** (Zimbabwe), Ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale, dit que la mise en œuvre du Programme 2030 a connu des revers importants en raison de la confluence des crises mondiales. Malgré ces difficultés, le Zimbabwe reste attaché aux objectifs de développement durable et a aligné sa stratégie nationale de développement sur ces derniers. La communauté internationale doit veiller à ce que le système multilatéral soutienne efficacement les engagements des gouvernements et des parties prenantes. L'édition 2025 de la quatrième conférence internationale sur le financement du développement et le deuxième sommet mondial pour le développement social la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et le Deuxième Sommet mondial pour le développement social seront l'occasion de galvaniser la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs de développement durable. Le Zimbabwe est prêt à contribuer aux efforts mondiaux en matière d'environnement et s'est engagé à lutter contre les changements climatiques ; le pays se réjouit d'accueillir la prochaine Conférence des parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides. Le Zimbabwe demande la levée immédiate et inconditionnelle des sanctions qui lui sont imposées par certains pays occidentaux et qui entravent sa capacité à atteindre les objectifs.

35. **M<sup>me</sup> Gofhamodimo** (Botswana), Ministre adjointe au Président de l'État, indique que son pays a mis en œuvre plusieurs programmes de soutien aux

pauvres et que son système de protection sociale couvre 59 % de la population au niveau national et 68,3 % de la population dans les zones rurales. Pour allouer les ressources plus efficacement, le pays a adopté un indice de pauvreté multidimensionnelle.

36. L'insécurité alimentaire demeure un problème, mais le Gouvernement reste attaché à améliorer la productivité agricole et la distribution des denrées alimentaires. S'agissant de l'action climatique, le Botswana a établi des cadres politiques globaux, actualisé sa contribution déterminée au niveau national à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et continué à mettre en œuvre des initiatives communautaires de renforcement des capacités pour permettre aux communautés locales de s'adapter aux changements environnementaux. Des données de qualité sont essentielles pour un suivi efficace et la réalisation effective des objectifs de développement durable. Le Botswana a considérablement amélioré ses capacités statistiques pour le suivi des progrès accomplis sur le chemin de la réalisation des objectifs de développement durable, faisant passer l'indicateur des capacités statistiques du pays de 34,8 % en 2018 à 63,4 % en 2023. Le chômage, en particulier chez les jeunes, est un autre problème. Le Gouvernement s'y attaque au moyen d'initiatives de perfectionnement des compétences. Des partenariats solides sont nécessaires à tous les niveaux pour amplifier les efforts du pays.

37. **M. Ambrazevich** (Biélorus), Vice-Ministre des affaires étrangères, affirme qu'une gouvernance efficace, une utilisation efficiente des ressources et un large engagement dans la coopération internationale sont les clés du progrès social et économique. Le Biélorus est prêt à coopérer avec tout pays qui pourrait bénéficier de son expérience dans des domaines tels que l'édification de l'État et la mise en place de systèmes de santé et d'éducation. Les pouvoirs publics jouent un rôle majeur dans le développement. Un large dialogue international est nécessaire pour renforcer la sécurité et la coopération. Si la communauté internationale pouvait mettre fin à la guerre, elle trouverait les ressources suffisantes pour s'attaquer à tous les autres problèmes. Le monde a besoin de dirigeants forts, capables de mobiliser leurs concitoyens pour qu'ils s'engagent dans le travail systémique nécessaire pour favoriser le développement. Les partenaires internationaux doivent s'unir pour résister aux tentatives des élites politiques de certains pays occidentaux d'exploiter injustement leurs avantages historiques et de mettre en œuvre des sanctions unilatérales illégales. Si la communauté internationale peut s'unir en fonction des intérêts nationaux tout en respectant les intérêts légitimes et les différences de chaque État, le monde aura une véritable chance de parvenir au développement durable.

38. **M. Mansour** (Observateur de l'État de Palestine), Ministre d'État et Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, déclare que, comme tous les autres États, l'État de Palestine s'efforce d'honorer la promesse des objectifs de développement durable malgré les défis auxquels il est confronté, en premier lieu ceux imposés par l'occupation israélienne. Malgré ces efforts, tout le monde est laissé pour compte en Palestine et dans la bande de Gaza. Les enfants meurent de faim, les écoles sont réduites à l'état de décombres, les hôpitaux sont transformés en cimetières et les infrastructures sont en ruine. Il est temps que la communauté internationale s'attaque aux défaillances systématiques qui permettent à une telle injustice de perdurer. Lors du Sommet de l'avenir en septembre 2024, les dirigeants du monde devront renforcer la solidarité, promouvoir la justice sans appliquer la politique du « deux poids deux mesures » et réaffirmer leur engagement à faire en sorte qu'aucun pays ne soit laissé pour compte et qu'aucun pays ne soit au-dessus des lois. C'est grâce à une action collective et à un attachement sans faille aux valeurs du développement durable, de la justice et de la responsabilité que la communauté internationale progressera vers un avenir où les objectifs seront réalisables pour tous, y compris pour le peuple palestinien.

39. **M<sup>me</sup> Hoffmann** (Allemagne), Secrétaire d'État parlementaire, dit que son pays élabore une nouvelle stratégie nationale de durabilité, grâce à laquelle il mettra en œuvre les recommandations du Rapport mondial sur le développement durable. Une action concertée en faveur de la paix et de l'action climatique est nécessaire pour atteindre l'objectif d'éliminer la pauvreté et la faim pour tous. Des partenariats mondiaux, un système multilatéral fondé sur des règles et des institutions multilatérales fortes sont essentiels. Le Pacte pour l'avenir contribuera à faire en sorte que l'ONU soit à la hauteur de sa mission à l'avenir. L'Allemagne travaille avec la Namibie pour veiller à ce que le Pacte soit ambitieux et orienté vers l'action. Les objectifs de développement durable étant intégrés et indivisibles, ils doivent faire l'objet d'une approche globale qui aborde la triple crise planétaire sous tous ses angles. Pour que personne ne soit laissé pour compte, il convient d'accorder une attention particulière à l'égalité des genres et aux dimensions sociales du développement.

40. **M. Banciu** (Roumanie), Vice-Ministre de l'environnement, des eaux et des forêts, dit que le Sommet de l'avenir sera l'occasion d'accélérer l'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable. La communauté internationale doit saisir l'occasion offerte par le sommet de

réinitialiser le système multilatéral de sorte qu'il puisse relever les défis du présent tout en développant des institutions tournées vers l'avenir. Les jeunes sont les principaux agents de changement et de progrès dans la société, et les pouvoirs publics doivent donc trouver des moyens concrets de les intéresser davantage aux processus décisionnels mondiaux.

41. La Roumanie a intégré le Programme 2030 dans ses politiques et stratégies nationales. La crise climatique exacerbe toutes les autres crises - une fois surmontée l'urgence climatique, il deviendra possible d'atteindre tous les autres objectifs mondiaux. C'est pourquoi la Roumanie s'est officiellement engagée à réaliser la neutralité climatique à l'horizon 2050. Les défis universels appellent des solutions globales qui reposent sur la coopération internationale. La Roumanie appuie la mise en place d'une structure mondiale de gouvernance plus efficace qui protégera les droits des générations actuelles et futures.

42. **M<sup>me</sup> Mlangeni** (Eswatini), Secrétaire principale, Ministère de la planification économique et du développement, déclare que son Gouvernement a progressé vers l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes depuis 2015. Le taux de pauvreté extrême est passé de 28,8 % à 20,1 %, tandis que celui de la pauvreté a chuté de 63,0 % à 58,9 %. Pour accélérer les progrès en matière de réduction de la pauvreté, le Gouvernement swazi a augmenté les investissements dans les programmes de protection sociale et entrepris des travaux préparatoires en vue de mettre en place une caisse d'assurance chômage et d'améliorer l'accès aux services de santé, entre autres initiatives. L'Eswatini continue de surveiller la pauvreté chez les enfants au moyen de neuf mesures du revenu, y compris une analyse de la pauvreté multidimensionnelle. L'Eswatini n'est pas en bonne voie pour réaliser les cibles visant à éliminer la faim d'ici à 2030, ce qui s'explique principalement par l'impact de la pandémie de COVID-19, mais son Gouvernement entend poursuivre cet objectif.

43. **M<sup>me</sup> Rebuelta-Teh** (Philippines), Sous-secrétaire aux finances, aux systèmes informatiques et aux changements climatiques du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, a déclaré que les Philippines concentraient leurs ressources sur des domaines clés tels que la réduction de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'action climatique, la protection de l'environnement, la santé et l'autonomisation des femmes. Le pays dispose d'un cadre solide pour la réduction de la pauvreté, y compris des programmes de transferts monétaires, filets de sécurité pour les groupes vulnérables.

44. En ce qui concerne la crise climatique, les Philippines espèrent que la Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe en octobre 2024 sera l'occasion de galvaniser la coopération aux fins des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 13. Les Philippines continuent d'exiger un financement adéquat de l'action climatique et un transfert de technologie pour les pays en développement et poursuivront la défense des personnes les plus touchées par les changements climatiques. Le pays demande que le système de développement des Nations Unies soit plus réactif aux difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement, y compris les pays à revenu intermédiaire, et encourage une plus grande coopération Sud-Sud.

45. **M. García Monterrosa** (Guatemala), Secrétaire à la planification et à la programmation de la Présidence, explique que son pays met à jour son indice de pauvreté multidimensionnelle, qui servira de guide pour les politiques publiques. Le Gouvernement guatémaltèque a lancé une initiative dont l'action multidimensionnelle contre la pauvreté et la malnutrition dans le pays comprend des mesures visant à améliorer les infrastructures et l'assainissement, à augmenter la fréquentation scolaire, à améliorer les services de soins de santé, en particulier les soins primaires, et à élargir l'accès aux microcrédits. Il est urgent de réformer l'architecture financière internationale afin que le Guatemala puisse obtenir les ressources nécessaires pour répondre aux changements climatiques, qui affectent négativement la production alimentaire et la qualité de vie dans le pays. L'action menée pour améliorer la situation sociale, économique et environnementale doit s'accompagner de mesures visant à renforcer la démocratie. Il convient d'édifier des cadres institutionnels efficaces, responsables et inclusifs afin d'éliminer la corruption, qui limite le développement.

*La séance est levée à 17 h 45.*